L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 15 FEVRIER 1860.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Comp.
Editeurs-Propriétaires :
C. F. WEISSE. N. DUFOUR.
E. DUVERGER. S. MARBY.
No 63, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS :
MERCREDI MATIN, 15 FEVRIER.

☞ Pour le BULLETIN COMMERCIAL et la LISTE MARITIME, ainsi que les annonces d'ARRIVEMENTS, voir la 2me page.

QUESTION DE L'ESCLAVAGE.

NOUVELLE PHASE.

Le bill créant les territoires de Nebraska et de Kansas a évoqué de nouveau cette sempiternelle question de l'esclavage à laquelle nos hommes d'Etat cherchent vainement une solution depuis la fondation de la république. L'agitation abolitioniste est si dangereuse pour l'Union qu'il faut désormais ou l'y mettre un terme en proclamant d'une manière définitive un de ces grands principes qui forment la portée à la discussion. En 1850, la question de savoir si le Missouri serait admis dans la confédération avec sa constitution qui reconnaissait l'esclavage, donna lieu à de si orageux débats que pour apaiser la tempête qui menaçait de dissoudre l'Union, les chefs des deux partis au Congrès proposèrent un compromis portant que l'esclavage ne serait toléré que dans les Etats situés au sud du 36e degré 30 minutes.

Ce compromis admettait aussi cette chose fort grave, le droit du Congrès de s'immiscer dans la question de l'esclavage. Il est évident que si les hommes nationaux avaient déclaré que l'esclavage ne sera pas toléré au delà du 36e degré, elles ont également le droit de l'interdire en deçà. Ce droit d'intervention leur fut concédé par la constitution une fois déclaré ou interdisant l'esclavage, il est évident que le nouveau principe s'applique à tous les territoires indistinctement et annulle virtuellement le compromis de 1820. Quant aux réserves qu'auraient pu faire certains membres du Congrès en 1850, nous n'avons pas à nous en occuper.

D'ailleurs si la résolution de la loi de 1850 n'est pas explicite, pourquoi le Sud hésiterait-il à accepter l'interprétation la plus favorable à ses intérêts ? L'opposition seule des freesoilers à l'application générale du dernier compromis devrait nous porter à le soutenir de toutes nos forces. Il a été bien établi dans les mémorables discussions qui ont eu lieu à ce sujet en 1850 que celui qui n'avait pas le droit de proclamer ou d'interdire l'esclavage sous un Etat sont dans un territoire. Mais le compromis du Missouri est pourtant une reconnaissance de ce droit. Pourquoi n'en pas reconnaître le principe qui a dicté le compromis de 1850, à moins que celui du Missouri ? C'est notre avis et nous n'en changerons que lorsque il nous sera prouvé par faits et par arguments que la loi de 1850 que le nouveau principe ne devrait pas s'appliquer à tous les territoires indistinctement.

Des hommes que nous honorons et en tient, depuis nous rendons hommage, professent, nous le savons, une opinion contraire ; mais en général les whigs et les démocrates du Nord qui ne nous sont pas absolument hostiles, envisagent la question sous le même point de vue que nous. Voici, par exemple, des résolutions qui ont été dernièrement adoptées par le club national des jeunes gens de New-York :

Le temps nécessaire au développement de la géographie et de la population, pour admettre de nouveaux Etats dans l'Union, sur le pied de l'égalité avec les autres membres, est passé depuis longtemps ; et il est maintenant du devoir de tous les citoyens, sans distinction de parti, de se prononcer en faveur de cette mesure qui tend à rétablir la même harmonie entre les différentes parties de notre pays.

Il est hors de doute que le territoire des Etats-Unis appartient au peuple collectivement, et non individuellement ; et il est également établi, soutenu et pratiqué par tous les gouvernements qui ont eu le contrôle de ce territoire, depuis la cession de la Louisiane, que le Congrès a le droit de faire tous les règlements qu'il juge nécessaires pour le gouvernement général de ce territoire, et le droit d'admettre de nouveaux Etats dans l'Union.

La législation à l'égard des territoires, aussi bien que la formation de nouveaux Etats, est une question purement politique, et ne peut être soumise à la juridiction des cours de justice.

Dans l'organisation des territoires, aussi bien que dans celle des Etats, le droit de suffrage doit être exercé par tous les citoyens, sans distinction de couleur ou de race, et non par les seuls individus qui peuvent se prévaloir de la qualité de citoyens de tel ou tel Etat particulier.

Dans l'organisation des territoires, aussi bien que dans celle des Etats, le droit de suffrage doit être exercé par tous les citoyens, sans distinction de couleur ou de race, et non par les seuls individus qui peuvent se prévaloir de la qualité de citoyens de tel ou tel Etat particulier.

Nous ne pouvons, en aucune façon, admettre la doctrine qui maintient que certains territoires, en vertu de leur position géographique, sont irrévocablement voués à l'esclavage, ou à l'abolition de l'esclavage, par la seule force de circonstances matérielles, sans l'intervention du peuple de ces territoires